



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
29 mai 2012

Original: français

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
Quatre-vingt-unième session
6-31 août 2012

Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Liste des thèmes à traiter à l'occasion de l'examen des seizième, dix-septième et dix-huitième rapports périodiques du Sénégal (CERD/C/SEN/16-18)

On trouvera ci-après une liste de thèmes définis par le rapporteur de pays aux fins de l'examen des seizième, dix-septième et dix-huitième rapports périodiques du Sénégal. Cette liste a pour but de structurer le dialogue entre la délégation de l'État partie et le Comité et *n'appelle pas de réponses écrites*. Elle n'est pas exhaustive; d'autres questions pourront être abordées au cours du dialogue.

1. Statistiques sur la composition ethnique de la population et indicateurs socioéconomiques

a) Statistiques ou indications sur le nombre de personnes qui pourraient être traitées de façon moins favorable sur la base de la race, la couleur, l'ascendance et l'origine nationale ou ethnique; informations sur les langues maternelles, les langues couramment parlées, ou autres indicateurs de la diversité ethnique, ainsi que tous renseignements sur la race, la couleur, l'ascendance et l'origine nationale ou ethnique tirés d'enquêtes sociales (A/57/18, par. 441 ; CERD/C/SEN/16-18, par. 42, 44-45, 91-94).

b) Indicateurs socioéconomiques des castes marginalisées (A/57/18, par. 445 ; CERD/C/SEN/16-18, par. 81-83).

2. Cadre juridique et institutionnel, politiques et programmes aux fins de l'application de la Convention (art. 2, 4 et 6)

a) Pleine conformité du Code pénal avec l'article 4 de la Convention (A/57/18, par. 444, CERD/C/SEN/16-18, par. 15-21, 62-64).

b) Comité Sénégalais des Droits de l'Homme et Direction des Droits humains au sein du Ministère de la Justice : coordination, plaintes relatives à la discrimination raciale, suite donnée à celles-ci et moyens d'enquête attribués à ces institutions (HRI/CORE/SEN/2011, par. 37-40).

c) Mesures pour faciliter l'accès aux recours judiciaires contre la discrimination raciale.

d) Absence de plaintes déposées en matière de discrimination raciale et de décisions rendues par les tribunaux nationaux (A/57/18, par. 442 ; CERD/C/SEN/16-18, par. 39-41) et jurisprudence par rapport aux droits énoncés dans la Convention.

3. Situation des non-ressortissants (art. 5, 6)

a) Situation des réfugiés (A/HRC/17/33/Add.2, par. 22).

b) Questions foncières entre les Harratines et les rapatriés négro-africains (A/HRC/15/20/Add.2, par. 99-101, 113-117).

c) Détention administrative des étrangers en attente d'expulsion (A/HRC/13/30/Add.3, par. 68).

d) Intégration et non-discrimination à l'égard des migrants (A/HRC/17/33/Add.2, par. 41, 44-45, 63, 65, 88, 91).

e) Mesures de lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des non-ressortissants (A/HRC/17/33/Add.2, par. 27-28).

f) Mise en œuvre de programmes visant à mettre fin à l'exploitation économique des talibés, dont près de la moitié viennent de l'étranger (A/HRC/17/33/Add.2, par. 9-10, 74, 99 ; A/HRC/17/29/Add.2, par. 74-82, 95-97 ; A/HRC/16/57/Add.3, par. 15-16).

4. Droits économiques, sociaux et culturels de groupes ethniques et autres groupes marginalisés (art. 5)

a) Élimination de la discrimination raciale et de l'exclusion à l'égard des castes marginalisées (A/57/18, par. 445 ; CERD/C/SEN/16-18, par. 81-83).

b) Jouissance des droits économiques, sociaux et culturels par les différents groupes ethniques, notamment en Casamance et renseignements sur les causes profondes du conflit, y compris ethniques (A/57/18, par. 446, CERD/C/SEN/16-18, par. 76-80).

5. Partage d'information sur l'état de mise en œuvre de la Convention

a) Publicité des rapports périodiques au plan national.

b) Large diffusion des observations et recommandations du Comité au plan national.